



Rédacteur: Léonel Plasse
Économiste

Volume 4
Numéro 2
Le 14 février 1992

Évolution des principaux indicateurs

- ° La reprise tant attendue tarde à se manifester au **Canada** en partie à cause du manque de confiance des consommateurs concernant la situation économique. Toutefois, grâce à la baisse des **taux d'intérêt** et à une certaine croissance des **investissements**, la demande intérieure devrait croître de façon modeste à partir du milieu de l'année. Cette reprise sera lente cependant et le taux de croissance du PIB canadien ne dépassera pas 3,2 % en 1992 et en 1993. Au **Québec**, la croissance (2,5 %) sera inférieure à la moyenne nationale en 1992, principalement à cause de la faiblesse des exportations de bois et d'automobiles, du devancement de la construction domiciliaire de 1992 à 1991 à cause du programme "Mon taux, mon toit" et de l'harmonisation de la taxe sur les services à partir de juillet 1992. En 1993 toutefois, la croissance au Québec se rapprochera de la moyenne nationale.
- ° Pour un troisième mois consécutif, le niveau de l'emploi a diminué au Québec en janvier 1992. Ce niveau est à peine plus élevé (+3 000) que le creux de la récession enregistré en janvier 1991. En un an le marché du travail québécois n'a donc évolué dans aucune direction précise, ni à la hausse, ni à la baisse. Le secteur manufacturier québécois a perdu près de 8 % de son emploi en un an, soit plus qu'en Ontario (7 %). Les autres secteurs lourdement affectés sont le primaire sans l'agriculture (-12 %), la construction et les transports, communications et autres services publics (-7 %). À **Montréal**, l'emploi a également diminué en janvier, mettant fin à une croissance de trois mois consécutifs. Le niveau de l'emploi en janvier retourne à celui d'octobre 1991 et est inférieur de 45 000 à son sommet de juillet 1990.

- Le **taux de chômage** au Québec est resté stable à 11,8 % en janvier par rapport au mois précédent, suite à la baisse de la population active qui a contrebalancé les pertes d'emplois. Depuis novembre 1990, le taux de chômage québécois n'a varié que dans une marge de 1 point de pourcentage (entre 11,5 et 12,5 %). Montréal continue d'afficher un taux de chômage très élevé par rapport aux autres agglomérations canadiennes. En janvier dernier, son taux (12,2 %) était le 4^e plus élevé parmi les 25 régions métropolitaines canadiennes, après St-John's, T.-N. (14,8 %), Sherbrooke (13,5 %) et Saint John, N.-B. (12,8 %).
- Le Québec domine largement parmi les provinces canadiennes en ce qui concerne le nombre de **faillites commerciales**. Pour l'ensemble de l'année 1991, le Québec a enregistré 5 217 faillites d'entreprises, soit 39 % du total canadien. Les faillites au Québec ont affecté des compagnies de plus grande taille qu'en moyenne ailleurs au Canada, alors que le montant des passifs représentait 46 % des passifs canadiens. Les secteurs les plus affectés sont le commerce de gros, les industries de services immobiliers et agences d'assurances, les industries de services aux entreprises, l'industrie manufacturière et le commerce de détail.

Principaux événements survenus durant les quatre dernières semaines :

À Montréal

- **Pétro-Canada** a annoncé un plan en vue de restreindre ses activités. En plus de fermer le tiers de ses stations-services à travers le Canada, la compagnie mettrait en vente sa raffinerie de l'Est de Montréal ou pourrait encore l'exploiter avec un partenaire. S'il s'avère impossible de trouver un partenaire, on envisagerait même sa fermeture. Quatre cents personnes travaillent actuellement à cette raffinerie.
- **Pétromont** vient de compléter la première partie de son plan de redressement, ses employés ayant accepté une baisse de salaire de 9 % en échange d'une participation aux profits de 1994 à 1996. D'autres étapes devront se réaliser pour compléter ce plan, notamment des investissements de la part de ses deux partenaires, la SGF et Union Carbide.
- Le groupe norvégien **Kvaerner** d'Oslo a acheté la compagnie lavalloise **Hymac** qui se spécialise dans la fabrication de machinerie pour la pulpe et le recyclage du papier. Celle-ci éprouvait des difficultés suite à la baisse de ses ventes sur le marché nord-américain qui représente 85 % de son chiffre d'affaires. Le niveau d'emploi était passé de 530 en 1990 à 280 cette année. La compagnie norvégienne entend faire de Hymac un important exportateur mondial de ses produits actuels qui incluent le nouvel équipement du traitement de la pulpe appelé "zero-effluent".

- Les trois paliers de gouvernement (fédéral, provincial et municipal) accorderont chacun une subvention de 2,5 millions \$ pour la création du **Fonds de développement international de Montréal** qui sera chargé d'attirer les organismes internationaux à Montréal. Une éventuelle participation du secteur privé pourrait porter le budget de l'organisme à 10 millions \$ pour les quatre ou cinq prochaines années.
- En collaboration avec l'Institut des matériaux industriels et le Conseil national de la recherche du Canada, **Ultra-Optec** de Boucherville a mis au point un système d'inspection des matériaux par lasers-ultrasons qui pourrait, selon la compagnie, générer des retombées de 100 millions \$ au Québec.

Ailleurs au Québec

- Pour la première fois en 100 ans, le port de Québec a dépassé celui de Montréal pour la manutention de marchandises en 1991. Malgré la récession, le port de Québec a augmenté de 1,2 millions de tonnes son volume manutentionné pour le porter à 18,5 millions, un record de tous les temps.
- On a annoncé la création de deux centres de recherche au Québec. Le premier, l'**Institut de recherche en hydrogène** sera réalisé à Trois-Rivières, sur le campus de l'Université du Québec. Cet institut nécessitera un investissement de 7,5 millions \$ pour une période de 5 ans et exercera ses activités surtout dans les domaines du stockage, du transport et de la sécurité de l'hydrogène. Le second, le **Centre de recherche international en infographie** sera érigé dans l'Outaouais. Avec un budget de 6 millions \$ sur 3 ans, ce centre effectuera des recherches sur la géomatique (gestion des données relatives aux ressources de la terre), le stockage informatique des données visuelles et la conception assistée par ordinateur.
- Le **Centre des matériaux composites** de Saint-Jérôme s'est engagé dans un projet de 8,5 millions \$, en vue d'élargir ses services à l'industrie dans l'ensemble du Canada. Celui-ci bénéficie dans ce cadre de contributions financières de 3,8 millions \$ des gouvernements du Canada et du Québec. Le centre offre la possibilité à l'industrie de concevoir et de transformer à des coûts compétitifs des idées avant-gardistes pour des produits, des matériaux et des procédés de fabrication.

Contrats accordés :

À Montréal

- SNC-Lavalin vient de régler l'accord-cadre pour la construction du Skytrain de Bangkok. Le contrat pourrait être signé d'ici l'automne prochain et engendrerait des retombées de 600 à 800 millions \$ pour Bombardier via principalement sa filiale UTDC et d'environ 500 millions \$ pour la firme SNC-Lavalin. Le contrat global est évalué à 2,7 milliards \$.
- Spar aérospatiale a obtenu un contrat de 77 millions \$ pour la supervision d'une équipe industrielle qui construira une nouvelle génération de Canadarm et autres systèmes robotiques pour la station américaine Freedom. La compagnie accordera des sous-contrats pour remplir la commande et on s'attend à ce que plusieurs compagnies de haute technologie de la région de Montréal soumissionnent pour ces sous-contrats.

Ailleurs au Québec

- Bombardier, qui fait partie du consortium Texas TGV, livrera d'ici la fin de 1995 un prototype nord-américain du train à haute vitesse TGV dans le cadre du projet TGV du Texas. Celui-ci sera fabriqué à La Pocatière et la part totale de Bombardier dans ce projet est évaluée à 650 millions \$US.
- Bombardier a également décroché un contrat de 125 millions \$ pour la construction d'une cinquantaine de wagons et locomotives pour la ligne de trains de banlieue Montréal/Deux-Montagnes. Le contrat serait réalisé à l'usine de La Pocatière et créerait 500 emplois.

Principaux investissements :

À Montréal

- Le consortium Volvox, formé de huit entreprises québécoises (sept à Montréal et une à Sherbrooke), investira 55 millions \$ dans la conception et le développement de systèmes informatisés d'aide à la décision dans le domaine de l'environnement. Les gouvernements provincial et fédéral participent au projet avec des montants respectifs de 20 et 10 millions \$.

Ailleurs au Québec

- Les Ressources Aur, Louvem-Minéreaux Noranda, et Teck-Cominco investissent 326 millions \$ dans les infrastructures de la mine Louvicourt près de Val-d'Or. Ce projet, dont la durée d'exploitation est estimée à 14 ans, créera 500 emplois et générera des retombées de 950 millions \$ durant la période d'exploitation.
- Le consortium Projet M/P Innovation-Précitech construirait une usine pilote de métallurgie des poudres dans le parc technologique du Québec métropolitain. Il s'agit d'un investissement de 30 millions \$ qui créera 60 emplois.
- La société Phillips-Fitel investit 12 millions \$ à Rimouski dans la réorientation de l'ancienne usine Phillips pour la fabrication de câbles de garde incorporant des fibres optiques pour Hydro-Québec. Trente à quarante emplois seront ainsi sauvegardés. Le gouvernement fédéral, par l'entremise du Bureau fédéral de développement régional (Québec), fournit une aide financière de 2 millions \$.

Mises à pied annoncées au cours des quatre dernières semaines :

À Montréal

- La compagnie Autobus MCI de Saint-Eustache a mis à pied temporairement 100 travailleurs à la mi-février. Une baisse dans les commandes est à l'origine de ces congédiements.
- La firme Albright & Wilson de Varennes fermera ses portes le 30 avril prochain. Cette entreprise fabrique du phosphore dont la demande a fortement diminué en Amérique du Nord. Quarante employés perdront leur emploi.

Ailleurs au Québec

- Les mises à pied se poursuivent dans le secteur des pâtes et papiers dans les diverses régions du Québec. En 1991, on a enregistré 6 000 pertes d'emplois au Québec et 23 des 96 machines en fonction au début de l'année ont été fermées.

En Mauricie, **Produits forestiers Canadien Pacifique** mettra à pied 175 employés à son usine de La Tuque au cours des deux prochaines années. Par ailleurs, **Stone-Consolidated** fermera son usine de Shawinigan pour deux semaines à compter du 22 février, mettant à pied 600 travailleurs.

Au Saguenay/Lac-Saint-Jean, **Stone-Consolidated** supprimera 110 emplois à son usine de La Baie et fermera cette même usine pour une période de deux semaines au début de mars. Neuf cents employés seront affectés.

Dans la région de Québec, **Daishowa** élimine 100 emplois en plus de suspendre pour 3 ans tous ses projets d'investissement. Depuis 1 an, 400 emplois ont ainsi été supprimés.

- **Hyundai** ferme son usine de Bromont pour une période de quatre semaines à partir du 14 février. Cette fermeture, qui entraîne la perte temporaire de 900 emplois, est rendue nécessaire suite au conflit de travail à l'usine d'Ulsan en Corée.